

**Art. 5.** A l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2° à 7° », sont remplacés par les mots « visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° à 7° ».

**Art. 6.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, chargé de la Santé publique, et Notre Ministre des Pensions, de la Sécurité, de l'Intégration sociale et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
chargé de la Santé publique,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Pensions, de la Sécurité,  
de l'Intégration sociale et de l'Environnement,  
J. PEETERS

**Art. 5.** In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, tot 7° » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 3, § 1, 1° tot 7° ».

**Art. 6.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Volksgezondheid, en Onze Minister van Pensioenen, Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
belast met Volksgezondheid,  
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Pensioenen, Veiligheid,  
Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,  
J. PEETERS

F. 1999 — 4093

[99/22809]

**8 JUILLET 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1965 fixant les modalités d'organisation de l'aide médicale urgente et portant désignation des communes comme centres du système d'appel unifié**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, notamment l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, remplacé par la loi du 22 février 1998, et l'article 4bis, inséré par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1965 fixant les modalités d'organisation de l'aide médicale urgente et portant désignation des communes comme centres du système d'appel unifié, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 6bis, insérés par l'arrêté royal du 10 août 1998 et l'article 7, modifié par les arrêtés royaux des 9 mai 1995 et 10 août 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 29 mars 1999;

Vu la délibération du Conseil des ministres le 1<sup>er</sup> avril 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 8 juin 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, chargé de la Santé publique, et de Notre Ministre des Pensions, de la Sécurité, de l'Intégration sociale et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 2 avril 1965 fixant les modalités d'organisation de l'aide médicale urgente et portant désignation des communes comme centre du système d'appel unifié, inséré par l'arrêté royal du 10 août 1998, est complété par un point 7°, libellé comme suit :

« 7° l'hôpital le plus proche : l'hôpital qui au moment de l'appel peut être atteint dans les plus brefs délais à partir de l'endroit où se trouve la victime ou le malade. »

N. 1999 — 4093

[99/22809]

**8 JULI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 april 1965 houdende vaststelling van de modaliteiten tot inrichting van de dringende geneeskundige hulpverlening en houdende aanwijzing van de gemeenten als centra van het eenvormig oproepstelsel**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, inzonderheid op artikel 1, derde lid, vervangen bij de wet van 22 februari 1998, en op artikel 4bis, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1965 houdende vaststelling van de modaliteiten tot inrichting van de dringende geneeskundige hulpverlening en houdende aanwijzing van de gemeenten als centra voor het eenvormig oproepstelsel, inzonderheid op de artikelen 1 en 6bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 en op artikel 7, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 mei 1995 en 10 augustus 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 29 maart 1999;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 1 april 1999 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 juni 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse zaken, belast met Volksgezondheid, en van Onze Minister van Pensioenen, Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 april 1965 houdende vaststelling van de modaliteiten tot inrichting van de dringende geneeskundige hulpverlening en houdende aanwijzing van het eenvormig oproepstelsel, ingevoegd bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« 7° het dichtstbijgelegen ziekenhuis : het ziekenhuis dat op het ogenblik van de oproep binnen de kortste tijd bereikbaar is van op de plaats waar het slachtoffer of de zieke zich bevindt. »

**Art. 2.** A l'article 6bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 août 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les accords et le protocole, visés à l'article 4, 5° et 6° » sont remplacés par les mots « Les accords et protocoles, visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, 6° et 6°bis »;

2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « l'article 4, 5° » sont remplacés par les mots « l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° »;

3° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « l'article 4, 5°, b) », sont remplacés par les mots « l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, b) »;

4° au § 4, les mots « tels que visés à l'article 7, alinéa 3, 2° et 3°, du présent arrêté et à l'article 4, 6° de l'arrêté précité », sont remplacés par les mots « visés à l'article 7, alinéa 3, 2° et 3°, et alinéa 4, 1° et 2°, et à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 6° et 6°bis, de l'arrêté précité ».

**Art. 3.** A l'article 6quater, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 août 1998, les mots « article 4, 5° », sont remplacés par les mots « article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° ».

**Art. 4.** A l'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 9 mai 1995 et 10 août 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « la personne qui assure effectivement le service ambulancier » sont remplacés par les mots « les personnes qui assurent effectivement le service d'ambulance »;

2° dans la phrase introductive de l'alinéa 3, les mots « un service des urgences intégré dans le fonctionnement de l'aide médicale urgente » est remplacé par « un service des urgences »;

3° à l'alinéa 3, 1°, les mots « ou des patients » sont supprimés;

4° à l'alinéa 3, 2°, du texte français, le mot « patient » est remplacé par le mot « malade »;

5° l'alinéa 3, 3°, est remplacé par la dispositions suivante :

« 3° si le médecin traitant, présent aux côtés du patient, confirme que ce dernier a un dossier médical relatif aux pathologies spécifiques concernées dans un autre hôpital disposant d'un service des urgences; ce transport pourra uniquement être effectué dans la mesure où cette dérogation est conforme au protocole visé à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté royal précité du 10 août 1998 et si l'hôpital visé se situe en dehors de la zone d'intervention du service mobile d'urgence, dans la mesure où le préposé constate que le fonctionnement de l'aide médicale urgente et le respect de la loi précitée du 8 juillet 1964 sont garanties. »;

6° les alinéas suivants sont ajoutées :

« Au cas où il n'y a pas d'intervention d'un service mobile d'urgence, le préposé peut indiquer, par dérogation à l'alinéa 2, à la demande du médecin traitant, aux personnes qui assurent effectivement le service d'ambulance, l'hôpital le plus approprié qui dispose d'un service des urgences et vers lequel le patient doit être transporté, et ce dans les cas suivants :

1° lorsque la victime ou le patient, en raison de son état de santé, nécessite des moyens diagnostiques ou thérapeutiques spécifiques, et ce en application du protocole visé à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°bis, de l'arrêté royal précité du 10 août 1998;

2° si le malade a un dossier médical relatif aux pathologies concernées dans un autre hôpital, et ce en application du protocole visé à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°bis, de l'arrêté royal précité du 10 août 1998.

L'alinéa 4 ne peut qu'être appliqué dans la mesure où le médecin traitant est présent aux côtés de la victime ou du malade et a délivré à la personne qui assure sur place le fonctionnement du service d'ambulance, une attestation motivée confirmant la nécessité de l'application des points 1°, ou 2°, de l'alinéa 4. Le préposé peut uniquement indiquer l'hôpital conformément à la demande du médecin traitant que s'il constate que le fonctionnement de l'aide médicale urgente et l'application de la loi précitée du 8 juillet 1964 sont garanties.

**Art. 2.** In artikel 6bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « De akkoorden en het protocol bedoeld in artikel 4, 5° en 6° » vervangen door de woorden « De akkoorden en de protocollen bedoeld in artikel 4, eerste lid, 5°, 6°, en 6°bis »;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « artikel 4, 5° » vervangen door de woorden « artikel 4, eerste lid, 5° »;

3° in § 1, derde lid, worden de woorden « artikel 4, 5°, b) » vervangen door de woorden « artikel 4, eerste lid, 5°, b) »;

4° in § 4 worden de woorden « artikel 7, derde lid, 2°, en 3°, van dit besluit en in artikel 4, 6°, van voornoemd besluit » vervangen door de woorden « artikel 7, derde lid, 2° en 3°, en vierde lid, 1° en 2°, en in artikel 4, eerste lid, 6° en 6°bis, van voornoemde besluit ».

**Art. 3.** In artikel 6quater, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1998, worden de woorden « artikel 4, 5° » vervangen door de woorden « artikel 4, eerste lid, 5° ».

**Art. 4.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 mei 1995 en 10 augustus 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « persoon die effectief voor de werking van de ambulancedienst instaat » vervangen door de woorden « de personen die effectief voor de werking van de ambulancedienst instaan »;

2° in de inleidende zin van het derde lid worden de woorden « een in de werking van de dringende geneeskundige hulpverlening opgenomen spoedgevallendienst » vervangen door « spoedgevallendienst »;

3° in het derde lid, 1°, worden de woorden « of zieken » geschrapt;

4° in het derde lid, 2°, van de Franse tekst wordt het woord « patient » vervangen door het woord « malade »;

5° het derde lid, 3°, wordt vervangen als volgt :

« 3° indien de behandelende arts, aanwezig bij de patiënt, bevestigt dat deze met betrekking tot de kwestieuze specifieke pathologieën een medisch dossier heeft in een ander ziekenhuis met een spoedgevallendienst; dit vervoer mag slechts plaatsvinden voor zover deze afwijking overeenstemt met het protocol bedoeld in artikel 4, eerste lid, 6°, van het voornoemde koninklijk besluit van 10 augustus 1998 en, indien bedoeld ziekenhuis zich buiten de interventiezone van de mobiele urgentiegroep bevindt, voor zover de aangestelde vaststelt dat de werking van de dringende geneeskundige hulpverlening en de naleving van voornoemde wet van 8 juli 1964 gewaarborgd blijven ».

6° de volgende leden worden toegevoegd :

« In het geval er geen mobiele urgentiegroep tussenkomt, kan de aangestelde, bij afwijking van het tweede lid, op verzoek van de behandelende arts aan de personen die effectief voor de werking van de ambulancedienst instaan, het meest aangewezen ziekenhuis aanwijzen, dat over een spoedgevallendienst beschikt en waarheen de patiënt moet worden vervoerd, in de volgende gevallen :

1° wanneer het slachtoffer of, de zieke, omwille van zijn gezondheidstoestand, specifieke diagnostische of therapeutische middelen nodig heeft, en dit bij toepassing van het protocol bedoeld in artikel 4, eerste lid, 6°bis, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998;

2° indien de zieke met betrekking tot de kwestieuze, specifieke pathologieën, een medisch dossier heeft in een ander ziekenhuis en dit bij toepassing van het protocol bedoeld in artikel 4, eerste lid, 6°bis, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998.

De toepassing van het vierde lid mag slechts geschieden voor zover de behandelend geneesheer zich bij het slachtoffer of de zieke bevindt en aan de persoon die ter plaatse instaat voor de werking van de ambulancedienst een gemotiveerd attest aflevert tot bevestiging van de noodzaak van de toepassing van 1°, of 2°, van het vierde lid. De aangestelde mag slechts het ziekenhuis aanduiden overeenkomstig het verzoek van de behandelend geneesheer wanneer hij vaststelt dat de werking van de dringende geneeskundige hulpverlening en de toepassing van voornoemde wet van 8 juli 1964 gewaarborgd blijven.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le médecin traitant, peut, dans le cas visé au point 2° de l'alinéa 4, rédiger l'attestation préalablement et ne doit dès lors plus être présent auprès du malade ou de la victime lors de l'appel, et ce pour autant que ceci se situe dans le cadre du protocole visé à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>bis, de l'arrêté royal précité du 10 août 1998. »

**Art. 5.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, chargé de la Santé publique, et Notre Ministre des Pensions, de la Sécurité, de l'Intégration sociale et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
chargé de la Santé publique,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Pensions, de la Sécurité,  
de l'Intégration sociale et de l'Environnement,  
J. PEETERS

In afwijking van het vorig lid, mag in het geval bedoeld in punt 2°, van het vierde lid, de behandelend geneesheer bij voorbaat het attest opmaken en dient hij bij de oproep zich niet meer bij het slachtoffer of de ziekte te bevinden, en dit voor zover dit geschiedt bij toepassing van het protocol bedoeld in artikel 4, eerste lid, 6<sup>o</sup>bis, van voornoemd koninklijk besluit van 10 augustus 1998. »

**Art. 5.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Volksgezondheid en Onze Minister van Pensioenen, Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
belast met Volksgezondheid,  
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Pensioenen, Veiligheid,  
Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,  
J. PEETERS

F. 1999 — 4094

[C — 99/22882]

**31 AOÛT 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1996 fixant les modalités de l'agrément des praticiens de l'art dentaire, titulaires d'un titre professionnel particulier**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales, et aux commissions médicales, notamment l'article 35sexies, inséré par la loi du 19 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical en ce compris l'art dentaire, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 1996 fixant les modalités de l'agrément des praticiens de l'art dentaire titulaires d'un titre professionnel particulier;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 14 mai 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 novembre 1996 fixant les modalités de l'agrément des praticiens de l'art dentaire titulaires d'un titre professionnel particulier, est remplacé par la disposition suivante : «Le Bureau du Conseil est composé du président du Conseil et des présidents et vice-présidents des chambres.»

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 3 mars 1998.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 août 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. AELVOET

N. 1999 — 4094

[C — 99/22882]

**31 AUGUSTUS 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1996 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van de beoefenaars van de tandheelkunde, houders van een bijzondere beroepstitel**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35sexies, ingevoegd door de wet van 19 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere titels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde, inzonderheid op de artikelen 3 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 1996 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van de beoefenaars van de tandheelkunde, houders van een bijzondere beroepstitel;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 mei 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 4, § 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 november 1996 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van de beoefenaars van de tandheelkunde, houders van een bijzondere beroepstitel, wordt vervangen als volgt : « Het bureau van de Raad is samengesteld uit de voorzitter van de Raad en uit de voorzitters en de ondervoorzitters van de kamers.»

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 3 maart 1998.

**Art. 3.** Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET